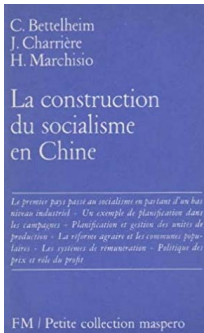


La nouvelle échelle de valeurs sociales en Chine

Charles Bettelheim et Jacques Charrière



dans :
Charles Bettelheim, Jacques Charrière, Hélène Marchisio,
La construction du socialisme en Chine, 1970

Ce qui caractérise le style de la construction du socialisme en Chine, c'est, précisément, l'accent qui est mis sur l'éducation, l'organisation et l'idéologie.

Ceci, à la fois, comme condition de la naissance d'un homme nouveau, qui est le but ultime de la construction du socialisme et comme la condition d'un fonctionnement efficient de la société en construction. Il est admis, en effet, que ce fonctionnement ne peut pas reposer, du moins pas de façon exclusive, ni même principale, sur les mêmes motivations que celles de la société qui l'a précédée.

Dans les limites de cette étude, il est évidemment impossible de mettre en lumière tous les aspects du style de la construction du socialisme en Chine. On s'arrêtera donc seulement sur quelques aspects particulièrement importants.

1. - L'ATTITUDE A L'ÉGARD DU TRAVAIL MANUEL.

Dans la vie chinoise, qu'il s'agisse d'usines, de communes populaires, de films ou de romans, on est frappé par l'importance qui est attachée à la participation au travail manuel des cadres administratifs et politiques.

Quelle portée peut-on attribuer à cette participation ?

1° En premier lieu, cette participation traduit le souci de maintenir les cadres en contact étroit avec la réalité et avec les problèmes pratiques. Il s'agit d'éviter que ceux qui sont appelés à prendre un grand nombre de décisions, les prennent de leur bureau, sans connaissance concrète des problèmes, alors que cette connaissance ne peut être acquise que sur les lieux du travail.

De ce point de vue, la participation des cadres au travail manuel apparaît comme dictée non seulement par des préoccupations de principe, mais aussi par un souci d'efficacité: éviter des décisions « bureaucratiques », c'est-à-dire prises loin des contraintes de la réalité.

Cependant, à discuter avec les responsables de l'économie chinoise, on voit que si ce souci d'efficacité est bien présent à leur esprit (et qu'il semble devoir compenser à leurs yeux les inconvénients qui résultent, pour une entreprise, du fait d'être privée d'une partie de son appareil administratif, pourtant assez réduit), il n'est pas le seul, ni même le principal.

2° En second lieu, en effet, la participation des cadres au travail manuel est conçue comme le moyen d'assurer le contact indispensable avec les masses. C'est donc là une forme concrète du mot d'ordre de liaison étroite entre les cadres et les masses.

3° Plus profondément, grâce à la participation des cadres au travail manuel, on doit éviter que ceux-ci se sentent différents

des masses, séparés d'elles, ayant d'autres préoccupations et un autre mode de vie.

Cette participation est conçue comme préfigurant la disparition de la différence entre travail intellectuel et travail manuel, entre travail de direction et travail d'exécution.

D'ailleurs, réciproquement, et pour la même raison de lutte contre les risques de différenciations sociales, le souci est exprimé de voir les travailleurs manuels participer aux tâches d'administration et de gestion.

Dans son article de Cuba Socialista, Pô I-Po écrit que dans l'industrie est mise en œuvre la méthode de combinaison des trois facteurs (cadres, dirigeants, techniciens — y compris les administrateurs professionnels — et masses ouvrières).

Afin de concrétiser ce qui précède, Pô I-Po ajoute : « En appliquant la méthode de la combinaison des trois facteurs, les cadres de direction et d'administration accomplissent une partie du travail productif et les ouvriers, de leur côté, font une partie du travail administratif quotidien de la production. »

4° Par-delà Je souci d'éviter l'apparition d'un clivage social reposant sur une division permanente du travail (travail de direction d'une part, et travail d'exécution de l'autre), il s'agit aussi, à travers la participation des cadres au travail manuel, de lutter contre l'attitude de mépris à l'égard de ce travail, attitude qui est facilement héritée d'une société divisée en classes, notamment de l'ancienne société chinoise.

Il s'agit donc, ici, d'assurer que l'attitude de tous vis-à-vis du

travail manuel soit conforme à ce qu'exigé une société où se construit le socialisme, c'est-à-dire conforme aux exigences de dictature du prolétariat.

Il ne fait pas de doute que ces préoccupations et ces conceptions correspondent bien aux exigences de la construction d'une société socialiste. Cependant, on peut s'interroger sur l'efficacité à long terme de ces diverses mesures.

Plus précisément, on peut se demander si — malgré les précautions qui sont prises actuellement et qui (combinées avec d'autres) semblent bien avoir évité jusqu'ici l'apparition d'un clivage social — un tel clivage ne serait pas inévitable à la longue, dans une situation où, en fait, il y a une minorité de cadres et une majorité de travailleurs manuels qui sont obligés (par le bas niveau même des forces productives) d'accomplir des tâches physiques très dures.

En d'autres termes, la question est la suivante : les mesures prises peuvent-elles avoir plus qu'un effet de retardement sur l'apparition d'une différenciation sociale, celle-ci ne pouvant être évitée que dans une société aux forces productives très développées.

Il est évidemment très difficile de répondre à cette question. On peut seulement formuler quelques observations théoriques générales :

a. — La prise de conscience de la contradiction entre le bas niveau de développement des forces productives et le maintien d'une structure sociale sans différenciation profonde peut déjà

créer un certain obstacle à l'apparition d'une telle différenciation, pour autant que cette prise de conscience provoque des mesures visant à freiner une telle évolution.

b. — De telles mesures, si elles n'ont pas d'effets négatifs sur la croissance des forces productives (et jusqu'ici elles ne semblent pas en avoir), peuvent être suffisantes pour que la croissance ultérieure de ces forces crée des conditions nouvelles qui permettront progressivement d'écarter les risques de différenciation sociale.

Ces conditions nouvelles sont constituées, notamment, par le développement de l'éducation — qui accroît le nombre des hommes pouvant assumer à la fois un travail intellectuel et un travail manuel, un travail de direction et un travail d'exécution — et par la modification de la nature des travaux eux-mêmes. Grâce aux progrès techniques, ceux-ci pourront devenir de plus en plus des travaux de direction des machines et des travaux de conception, ce qui détruira progressivement la base objective des différences entre les diverses sortes de travaux.

c. — En outre, le raccourcissement possible de la journée de travail, grâce à une productivité du travail accrue, aura pour conséquence que l'accomplissement même des tâches d'exécution n'absorbera pas la totalité du temps de ceux qui accomplissent ces tâches.

C'est précisément parce que le développement des forces productives modernes rend ces différentes transformations possibles, que les efforts faits en vue d'éviter la naissance de nouveaux clivages sociaux n'ont rien d'utopiques (comme cela aurait été le cas avant l'apparition de l'industrie moderne).

Au contraire, ces efforts témoignent d'un grand réalisme. Cependant, il faut Je répéter, le succès final de ces efforts dépendra de l'ampleur et de la rapidité des résultats obtenus en ce qui concerne le développement même des forces productives.

Ce succès dépendra, aussi, en partie, des mesures prises dans d'autres domaines car, à leur tour, ces mesures doivent déterminer un certain nombre d'attitudes et de comportements.

2. - LA LIMITATION DU RÔLE DES STIMULANTS MATÉRIELS.

Parmi les autres mesures et les autres traits caractéristiques du style de construction du socialisme en Chine, il faut mentionner la limitation du rôle des stimulants matériels et individuels et, en contrepartie, la part très large accordée aux stimulants non économiques et collectifs.

Ceci se relie, très directement, à l'effort déployé pour s'assurer que le développement de la société socialiste en construction mette en jeu des motivations spécifiques, des motivations qui correspondent à la nature du socialisme. On espère que, lorsque celles-ci seront pleinement développées, elles permettront que naisse un homme nouveau.

Les stimulants non économiques consistent essentiellement dans la reconnaissance sociale des qualités déployées par chacun dans son travail et dans ses relations avec autrui. La place qui est accordée à cette reconnaissance a, bien entendu, un caractère éducatif.

Il ne s'agit donc pas tant de « récompense » que de démonstration et de confirmation. En effet, le caractère éducatif de l'affirmation publique de la valeur sociale de certains comportements ou de certaines qualités ne peut jouer un rôle positif que si cette affirmation constitue une reconnaissance collective d'une valeur sociale déjà subjectivement vécue ou ressentie comme telle par un grand nombre de membres de la société.

L'expression « reconnaissance sociale » ira pas seulement un sens général (c'est-à-dire qu'elle ne correspond pas seulement à l'affirmation par une « instance sociale » plus ou moins élevée de la valeur particulière de tel comportement ou de telle attitude), mais elle a aussi un sens plus précis, à savoir la reconnaissance par un groupe social donné (et non par un ou plusieurs dirigeants) de la valeur exemplaire du comportement de tels de ses membres.

Ainsi, à l'intérieur de l'usine ou de l'équipe de travail, ce sont les travailleurs de l'usine et de l'équipe de travail qui sont appelés non pas à juger, mais à reconnaître ceux de leurs membres dont le comportement a été particulièrement remarquable.

Bien sûr, cette reconnaissance sociale, au sens strict, est largement influencée par les jugements de valeur émanant d'instances sociales qui inspirent le respect ; mais, encore une fois, cette influence ne peut s'exercer que dans la mesure où de tels jugements de valeur ne sont pas ressentis comme arbitraires mais au contraire sont vécus comme justes et comme correspondant aux exigences mêmes du développement social.

Les valeurs ainsi reconnues sont celles dont les fondateurs du socialisme scientifique avaient déjà saisi l'émergence nécessaire, tant à travers l'analyse des relations entre superstructure et base économique qu'à travers les luttes de la classe ouvrière, car celle-ci ne peut vaincre que par son courage, son abnégation, son esprit de solidarité, son dévouement à une cause qui dépasse l'existence individuelle de chacun.

Comme l'ont montré les fondateurs du socialisme scientifique, les valeurs qui donnent un sens à la construction du socialisme et qui, finalement, sont indispensables au plein développement d'une société nouvelle (qui n'est pas seulement un nouveau mode de production) sont nécessairement la négation des « valeurs » que respecte la pratique des sociétés reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme et sur la domination de l'argent.

Ces sociétés d'exploitation nient les valeurs des sociétés sans classes.

Par conséquent, les valeurs nouvelles représentent le « retour » à un niveau humain et social plus élevé, à des valeurs dont l'homme a toujours eu le respect et la nostalgie et auxquelles les sociétés d'exploitation elles-mêmes rendent un hommage hypocrite et intéressé.

Dans ces sociétés, qui nient ces valeurs par leur pratique quotidienne, celles-ci ont une portée mystifiante, sauf lorsqu'elles sont le corollaire d'une pratique révolutionnaire, dont elles sont, d'ailleurs, la condition.

Les comportements qui sont mis à l'honneur en Chine sont ceux qui se manifestent dans les actes de courage, d'abnégation, de dévouement, de désintéressement, d'initiative créatrice, surtout lorsque ces actes sont ceux d'un collectif (puisque, dans ce cas, la recherche d'un honneur, d'une gloire purement personnels n'est pas en jeu).

Aussi, le plus souvent, on rend hommage, non au seul comportement de tel ou tel individu, mais à celui de l'ensemble des membres de tel ou tel collectif de travail. Cet hommage consiste essentiellement dans l'affirmation de la valeur exemplaire de ce comportement.

Nous sommes loin, ici, du stakhanoviste (ou même du travailleur de choc, oudarnik, qui brillait surtout par ses qualités individuelles et qui, cependant, en pratique, ne réalisait le plus souvent des performances quantitatives que grâce à l'abnégation de ceux qui travaillaient avec lui, alors que c'est lui qui était mis à l'honneur et qui se voyait récompensé très largement non seulement par les hommages qui lui étaient rendus, mais aussi par de l'argent.

Du point de vue de la répartition des revenus, le stakhanovisme, et plus généralement le système des « salaires progressifs » (c'est-à-dire plus que proportionnels à l'accroissement du rendement), aboutissaient à des inégalités plus grandes que celles découlant du principe « A chacun selon son travail ».

De même, les inégalités de rémunération dont bénéficiaient en U.R.S.S. certains cadres ou certains travailleurs intellectuels

reposaient, au moins implicitement (car l'expression n'était guère employée à l'époque), sur l'idée que des « stimulants matériels » étaient indispensables pour assurer l'accroissement souhaité du nombre de cadres techniques et du nombre de chercheurs scientifiques, intellectuels, etc. Les dirigeants chinois contestent la validité de cet argument. Ils font davantage confiance aux hommes, à leur aspiration à être utiles et aux stimulants non économiques.

Il est juste de remarquer qu'ils y sont aidés par des conditions historiques tout à fait exceptionnelles : un peuple au sein duquel les différenciations matérielles individuelles n'ont jamais joué qu'un rôle très limité ; un parti et une armée révolutionnaires qui sont nés et qui ont grandi sur la base de valeurs morales très proches de celles qui sont aujourd'hui exigées dans la période de construction du socialisme.

Si nous avons parlé de la « limitation » du rôle des stimulants matériels, et non de leur « refus », c'est que la place très large accordée en Chine aux stimulants non économiques ne s'identifie ni à un tel refus, ni au refus de l'application du principe socialiste : « A chacun selon son travail ».

Au contraire, ce principe est respecté autant que faire se peut, mais il est soigneusement distingué d'une utilisation généralisée de la « stimulation matérielle ».

Ceci, précisément, parce que l'on a pris conscience que sous prétexte de « stimuler », on risque d'aller beaucoup plus loin dans la voie d'une répartition inégale des revenus que ne l'exige le principe « A chacun selon son travail ».

Il faut donc distinguer entre l'application du principe « A chacun selon son travail » et l'idée voisine mais très distincte, de la stimulation matérielle. Nous allons essayer de voir rapidement comment cette distinction s'inscrit dans la pratique économique chinoise, en examinant successivement les modalités de la rémunération du travail dans le secteur d'Etat et dans les communes populaires.

a. — Dans le secteur d'Etat, le principe de la répartition selon le travail se traduit par l'existence d'une échelle de salaires (qui, pour les travailleurs manuels, comprend huit échelons).

Cependant une certaine limitation est apportée ici au principe « A chacun selon son travail », ceci dans la mesure où le salaire de chaque travailleur n'est pas lié à son rendement individuel, car le salaire de chaque ouvrier est payé sur une base mensuelle et dépend exclusivement de sa qualification.

Une telle limitation n'a pu être introduite que parce qu'il existe un haut degré de conscience sociale (au sens aussi de conscience collective, d'organisation et de pression collective). C'est cela qui laisse espérer que, bien que touchant un salaire fixe, chacun fera néanmoins effort pour dépasser la norme (ce qui semble effectivement être le cas pour la grande majorité des travailleurs).

L'existence d'une « stimulation matérielle » très limitée se manifeste néanmoins avec le système des primes. Celles-ci, rappelons-le, sont versées aux travailleurs du secteur d'Etat qui ont rempli leur plan de production et qui, en outre, ont rempli un certain nombre d'autres conditions (notamment en ce qui concerne leurs rapports avec les autres travailleurs de leur

équipe).

Toutefois, le montant relativement faible de ces primes (7 % du salaire au maximum), la condamnation du salaire aux pièces et le fait que seuls les travailleurs manuels en bénéficient ont pour conséquence que le rôle de « stimulation » de ces primes reste limité et qu'elles ne peuvent être une source d'inégalités sociales.

b. — Dans les communes populaires, le principe « A chacun selon son travail s'est mis en œuvre à travers le système des points de travail et des nonnes. Grâce à l'existence du fonds de bien-être certaines limitations sont, ici aussi, apportées aux conséquences de ce principe. En effet, ce fonds, auquel est versée une partie du produit du travail de chaque équipe, sert à couvrir les besoins des membres de la commune populaire (indépendamment de leur travail) lorsque certains d'entre eux connaissent des difficultés (maladies, accidents, etc.). Des mesures analogues existent à l'échelle sociale dans le secteur d'Etat.

Au niveau des communes populaires, une certaine stimulation « matérielle » se fait jour, à travers divers mécanismes : augmentation des prix d'achat de certains produits, pour en stimuler la production, attribution de « points industriels » (donnant droit par exemple à des achats d'engrais ou à des achats d'objets industriels de consommation) aux équipes qui livrent une quantité donnée d'un produit déterminé, etc. Mais cette stimulation s'adresse à l'équipe.

Il est plus difficile de dire si l'admission du lopin individuel et de l'élevage individuel des membres des communes populaires

et le droit d'achat et de vente de certains produits sur les marchés ruraux qui leur ont été accordés correspondent à une « stimulation matérielle » ou à la reconnaissance d'une exigence objective liée au faible niveau de développement des forces productives dans l'agriculture et l'élevage.

Les techniques de production étant, en fait, encore des techniques de production individuelle, on peut penser que ces « concessions » à l'individualisme expriment, à la fois, le bas niveau de développement des forces productives dans l'agriculture (y compris le sous-emploi saisonnier) et la nécessité, sur cette base, de stimuler matériellement une certaine production individuelle.

En effet, en l'absence de conditions de production qui permettent de soumettre la quantité et la qualité du travail de chacun à un contrôle social (ce qui n'est possible, dans des conditions d'organisation favorables, que pour certains des travaux effectués individuellement — et ceux-ci sont alors actuellement effectués en Chine dans le cadre collectif de la commune populaire et au niveau de l'équipe), la quantité et la qualité du travail effectué par chacun dépendent, soit de sa conscience sociale, soit de son « intéressement matériel ».

L'expérience des toutes premières années des communes populaires (où l'on avait autorisé la suppression des lopins et de l'élevage individuels) a montré que la conscience sociale n'était pas toujours suffisante dans la paysannerie pour qu'il soit possible de renoncer, pour des activités déterminées et limitées, à la « production individuelle » ; mais l'importance de celle-ci qui est déjà faible est appelée, en principe, à diminuer encore.

Pour conclure sur cet aspect des choses, on peut donc dire que si la « stimulation matérielle » n'est pas totalement rejetée, son rôle temporaire est strictement limité aux domaines où le refus de l'admettre conduirait à la baisse ou à la stagnation de la production.

3. - LE REJET DES VALEURS DE LA « SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION » ET LA DOMINATION DES HOMMES SUR LES PRODUITS DE LEUR TRAVAIL.

Si l'on essaie d'approfondir la signification et la portée du « modèle » ou de l'idéal de comportement qui se dégage du style de la construction du socialisme en Chine, on voit que ce « modèle » implique, entre autres, le rejet des « valeurs » de ce que l'on appelle aujourd'hui couramment la « société de consommation ».

L'exemple typique de celle-ci est fourni par la société américaine. Au sein de cette dernière, la « course à la richesse » se double d'une course à un « prestige » dont la consommation ostentatoire constitue un élément essentiel.

D'une façon générale une telle société est marquée par une poussée en avant de besoins nouveaux, eux-mêmes stimulés par la soumission croissante des hommes au monde des choses, c'est-à-dire à leurs propres produits, et par la course des firmes capitalistes au profit.

Cette poussée, qui repose aujourd'hui sur l'utilisation massive de la radio, du cinéma, de la Télévision, et, d'ailleurs, de plus

en plus ressentie comme une exaspération artificielle et vaine de « besoins » dont naît une insatisfaction croissante.

Dans cette société une telle exaspération et une telle insatisfaction des besoins sont subies comme des fatalités, précisément parce que la croissance des « besoins » y est stimulée à l'extrême non par la recherche d'un équilibre psychologique et social plus grand, mais par la recherche de profits sans cesse accrus.

Dans la course au profit, la « promotion des ventes » et la publicité jouent un rôle essentiel. L'une et l'autre mettent en œuvre les motivations les plus caractéristiques d'une société où régissent les inégalités économiques. Un des mécanismes propres de la croissance des « besoins » au sein d'une telle société est constitué, en effet, par le « prestige social » et par la « satisfaction de soi » liés à l'accès à des consommations nouvelles.

Dans ce type de société, on n'assiste pas, contrairement à certaines affirmations et à certaines illusions, à une satisfaction sans cesse croissante des « besoins ».

Au contraire, le degré d'insatisfaction relative des individus est constamment poussé en avant, puisque c'est là la condition de ventes et de profits accrus. Ceci détermine aussi, très largement, la nature des innovations (souvent purement apparentes) réalisées dans la sphère de la production des objets de consommation.

Le « modèle » de comportement qui se dégage du style de la construction du socialisme en Chine est, par nature, la négation

même du « modèle » de la société de consommation.

Il ne s'agit, évidemment, ni du rejet d'une consommation accrue, ni d'une renonciation au développement rapide des forces productives. Pour s'en convaincre, il n'est que de voir les efforts déployés en Chine pour l'accroissement de la production et de la consommation.

Les efforts pour le développement des forces productives sont à juste titre conçus comme indispensables à l'édification du socialisme. Cela ressort explicitement de la condamnation qui a été prononcée contre les erreurs qui ont pu être commises dans la première phase de la création des communes populaires, lorsqu'on a cru pouvoir passer rapidement à une répartition « selon les besoins », cela au détriment du développement de la production agricole et au risque d'une consommation accrue, voire d'un gaspillage inévitable.

Mais si l'accroissement de la consommation constitue une des fins assignées au développement social, et si l'accroissement des forces productives est considéré comme le moyen d'atteindre et cette fin et la construction du socialisme, grâce à une domination croissante de l'homme sur la nature, on cherche très clairement à éviter que l'effort visant à réaliser un développement économique rapide ne conduise à négliger d'autres efforts.

On veut donc éviter que le développement rapide et indispensable des forces productives se convertisse, à la longue, en une fin en soi.

Le but recherché est celui d'une vie plus pleine, plus complète,

d'une vie de plus grande qualité, où sont satisfaits en priorité les besoins qui — dans une société dont la course au profit a été éliminée — sont vécus comme les plus fondamentaux : l'éducation, la santé, l'équilibre psychologique, l'activité créatrice, la solidarité, la participation à l'effort collectif...

Au stade actuel de développement des forces productives en Chine, cela conduit à un style de vie sobre et égalitaire, mais non pas austère, car cela n'implique en aucune façon, le refus d'une diversification croissante des productions, dans la mesure même où cette diversification aide à l'épanouissement de besoins sociaux, désormais de plus en plus vécus comme fondamentaux.

Ainsi, l'on cherche à mettre complètement fin à la domination sur les hommes des produits de leur travail, ceci non seulement au sens de la suppression de la domination du marché sur les hommes, mais au sens de cette aliénation que représentent la quête incessante d'objets nouveaux et la course indéfinie derrière des besoins dont les hommes ont cessé d'être les maîtres.

En un mot, il s'agit de substituer la domination des hommes sur ce qu'ils créent (leurs produits et leurs besoins) à la soumission des hommes à leurs propres créations. C'est là, d'ailleurs, la condition de la domination par les hommes de leur développement social et, donc, d'une activité authentiquement créatrice. Insérée dans cette perspective, la limitation du rôle des « stimulants matériels » prend évidemment une dimension supplémentaire.

Arrivé à ce point, on doit se poser un certain nombre de

questions.

La première est évidemment celle-ci : ce refus du « modèle » de la société de consommation ne surgit-il pas comme l'expression d'une sévère contrainte, de la pauvreté même du présent, d'une exigence de faire de nécessité vertu ?

On ne peut refuser tout à fait cette réponse, mais on doit voir combien sa portée est limitée : d'autres sociétés, tout aussi pauvres que la société chinoise, aujourd'hui même plus pauvres — notamment la société indienne — ne s'engagent pas moins dans la voie qui mène à la « société de consommation », ceci évidemment pour leurs classes supérieures (mais c'est toujours par elles et pour elles que cette voie est choisie).

Ce qui est vrai c'est que le refus du modèle de la société de consommation est d'autant plus facile que la situation dont on part est elle-même moins corrompue, qu'elle ne porte pas en elle, déjà, le « dard empoisonné » (pour reprendre, dans un contexte nouveau, cette formule d'Engels) de la quête incessante de l'objet nouveau.

Cette quête marque de plus en plus le capitalisme à son déclin, si bien que même lorsque les taux de croissance du capitalisme sont élevés, le contenu de cette croissance est de moins en moins socialement utile.

Le refus du modèle de la société de consommation est sans doute d'autant plus aisé pour une société donnée que celle-ci est plus près d'être une « page blanche », comme l'a dit Mao Tse Toung du peuple chinois.

Par la vertu même de son niveau de départ, la société chinoise est en mesure de prendre une direction propre et qui pourra peut-être éclairer mieux que toute autre le contenu véritable de la construction du socialisme. De ce fait, la direction prise a, à notre avis, valeur d'exemple.

Une autre question, plus décisive que la précédente, paraît être celle-ci : le refus de la tension ou même de la frustration, qui naît de l'insatisfaction de certains besoins, ne conduirait-il pas inévitablement à l'arrêt de tout progrès ?

En définitive, peut-on se demander, le progrès des forces productives, base de tout autre progrès, n'est-il pas suscité par une dialectique du besoin et de l'environnement ?

Ne s'agit-il pas en modifiant son environnement, afin de satisfaire des besoins déjà ressentis, que l'homme fait naître de nouveaux besoins et qu'il est conduit à un nouvel effort pour maîtriser la nature et pour la modifier, ouvrant ainsi un cycle indéfini de transformations de lui-même et du monde ?

Si l'on cherche à arrêter ce cycle, cycle qui s'amorce par le décalage entre besoins et possibilité de satisfaction immédiate, ne risque-t-on pas d'interrompre la marche en avant de l'humanité ?

Certes, on pourrait, refuser cette question, sous prétexte qu'elle est inactuelle, car le peuple chinois a encore tant de besoins individuels et collectifs à satisfaire, et qui sont ressentis, que la perspective de voir s'arrêter le développement des forces productives par saturation des besoins semble appartenir à un avenir encore fort lointain.

La question n'en reste pas moins posée. Les réponses que l'on peut donner sont nombreuses. Une des plus fondamentales : dire que les hommes domineront leurs productions et leurs besoins ne signifie, en aucune façon, qu'ils soient condamnés à s'acheminer vers une sorte d'état stationnaire, faute de tension entre besoins et possibilité de les satisfaire.

Si les hommes dominent leurs besoins, cela veut dire, aussi, qu'ils peuvent les laisser se développer suffisamment pour qu'une tension existe, mais pas plus qu'il n'est nécessaire et pas tant qu'il en résulte un sentiment incessant d'insatisfaction.

D'ailleurs, si la tension est nécessaire au progrès, elle n'est pas nécessairement « individuelle » ; elle peut se développer au sein de groupes plus ou moins larges, perdre son caractère sauvage et destructeur en s'exprimant à travers une conscience collective dynamique.

Cette tension peut naître aussi dans une autre sphère que celle de la consommation. Elle peut naître précisément et directement dans la sphère de la création et de la domination de la nature.

N'est-ce pas ce qui se passe en partie, aujourd'hui même, avec la science moderne, qui tend désormais de plus en plus à se développer par sa dialectique interne : pour résoudre les problèmes que son propre développement lui pose et sans aucun intérêt matériel pour ceux qui poursuivent cet effort de recherche permanente.

Certes, dans le monde capitaliste, le développement de la

connaissance et le progrès technique sont des occasions d'accroissement des profits, mais c'est là un résultat du capitalisme lui-même, et non une nécessité du développement de la science et de la connaissance. (Les profits ne vont pas aux chercheurs et aux scientifiques.)

Or le développement de la science est, aujourd'hui, un développement direct des forces productives, dont peut naître un développement des besoins, dans la mesure où ce développement est socialement recherché.

Si l'on accepte cette analyse, la « menace » d'un arrêt du développement des forces productives et d'une stagnation sociale, qui résulteraient de la domination par l'homme de la dynamique de ses besoins apparaît comme étant non seulement lointaine, mais aussi comme étant simplement imaginaire, sauf à penser que l'homme se refuserait à cueillir les fruits du développement de la connaissance et de la science, — développement qui deviendrait ainsi non pas une des fins de l'activité humaine, mais la fin unique, — ce qui est une hypothèse en contradiction avec toute l'histoire passée de l'humanité.

4. - LES SIGNIFICATIONS DU MOT D'ORDRE : « COMPTER SUR SES PROPRES FORCE.S »

Pour revenir au présent, il faut encore souligner que, pour le moment, en tout cas, c'est le développement économique, au service d'un développement social d'ensemble, qui est une des

préoccupations essentielles des dirigeants et des économistes chinois. Cette préoccupation se traduit, en outre, dans le mot d'ordre « Compter sur ses propres forces » ou « Se développer par ses propres forces », qui caractérise la phase actuelle de la construction du socialisme en Chine.

Ce mot d'ordre a une signification, beaucoup moins profonde et durable que les mots d'ordre liés aux considérations antérieures. Non pas que ce mot d'ordre n'ait eu, ou qu'il n'ait encore, une grande valeur mobilisatrice d'énergie et d'imagination, mais son importance est transitoire ; elle est en partie liée aux difficultés que la Chine a dû surmonter après le retrait brusque de l'aide soviétique en juillet 1960.

Une des limites généralement reconnues de la validité de ce mot d'ordre est l'admission explicite du recours nécessaire au commerce international, comme un moyen de se procurer, dans des conditions plus avantageuses que si on les produisait soi-même, des produits déterminés.

Le mot d'ordre « compter sur ses propres forces » ne signifie donc pas la renonciation aux avantages du commerce international, mais une attitude prudente quant à l'extension de la part de ce commerce dans la couverture des besoins du pays.

Il signifie, aussi, un effort systématique pour disposer de ses propres brevets d'invention, de ses propres laboratoires, de ses propres savants et techniciens. A vrai dire, cet effort est de même nature que celui qui a été fourni par l'Union Soviétique, au cours de ses premiers plans quinquennaux ; mais il est plus intense (par rapport aux ressources disponibles en Chine) et, surtout, plus valorisé.

« Aujourd'hui, nous pouvons élaborer pour notre compte les dessins et construire avec nos propres forces techniques beaucoup d'entreprises importantes comme des mines modernes de charbon crime capacité d'un million de tonnes par an, des combinats sidérurgiques d'une capacité annuelle de 1 500 000 tonnes d'acier, des fabriques d'engrais chimiques d'une capacité annuelle de 25 000 tonnes d'ammoniaque synthétique, des fabriques de machines lourdes, des centrales électriques d'une capacité de 650 000 kWh, etc. Ceci démontre que nous avons considérablement augmenté la force de la construction industrielle de notre pays et que notre niveau technique s'est considérablement élevé...

« ... Le pourcentage d'autoéquipement en installations de machines était d'environ 50 % pendant le premier plan quinquennal et il a atteint 85 % durant le deuxième plan quinquennal. Le pourcentage d'autoéquipement en acier laminé était d'environ 75 % pendant le premier plan quinquennal ; il s'est élevé à environ 90 % durant la période du deuxième plan quinquennal. »

Il peut exister un danger de donner à ce mot d'ordre une portée plus grande que celle qu'il peut raisonnablement avoir. Cela est vrai surtout pour d'autres pays, plus petits et moins bien dotés en ressources que la Chine, et qui voudraient appliquer un tel mot d'ordre sans tenir compte de leur situation spécifique.

Pour ces pays, cela pourrait aboutir à des conséquences économiques désastreuses : à la dispersion des efforts sur une multitude d'objectifs sans envergure, techniquement inférieurs aux exigences de la production moderne et, par voie de

conséquence, à une extrême difficulté dans la poursuite du développement et à une certaine incapacité de participer de façon avantageuse au commerce international.

Mais le danger, de donner au mot d'ordre « compter sur ses propres forces » une portée plus grande que celle qu'il peut raisonnablement avoir, existe même pour la Chine.

Peut-être, certains diront que ce danger n'existe guère en ce qui concerne les productions industrielles, car, à l'échelle d'un pays aussi vaste que la Chine, les réalisations industrielles peuvent, en général, avoir une taille suffisante pour bénéficier des progrès de la technique moderne.

Mais ce disant, on oublierait que (sauf large recours au commerce international) la taille des unités industrielles pouvant être créées à un moment donné est déterminée non seulement par la taille du pays dans lequel ces unités industrielles sont appelées à être installées, mais aussi par deux autres facteurs importants : par la rareté relative des ressources en équipements et en techniciens (rareté qui croît lorsque augmente le nombre des unités industrielles à construire simultanément), et par la faiblesse quantitative des besoins en certains produits industriels à l'intérieur d'un pays, faiblesse qui est d'autant plus grande que le niveau de développement économique général de ce pays est lui-même moins élevé.

D'ailleurs, en fait, la pratique économique chinoise a su limiter strictement, en particulier dans ces dernières années, le nombre des objectifs industriels dont la réalisation est poursuivie simultanément.

Cette stricte limitation implique, aussi, une limitation et donc un choix des domaines dans lesquels on décide de « compter sur ses propres forces » le plus tôt possible. On choisit d'autres domaines, dans lesquels on accepte de dépendre encore des importations pour un temps plus ou moins long. Ainsi, on se trouve renvoyé aux problèmes de la division internationale du travail.

Cependant, le danger d'une portée trop large accordée au mot d'ordre « compter sur ses propres forces » concerne aussi, semble-t-il, la recherche technique. C'est là que ce mot d'ordre risque le plus de contribuer à la dispersion des ressources les plus précieuses, les ressources en chercheurs doués et en moyens de laboratoire.

Si, au lieu d'utiliser les techniques déjà maîtrisées ailleurs (quitte à acheter des brevets étrangers dans les quelques domaines où l'on a choisi de le faire), on cherche à réinventer dans tous les domaines les techniques mises au point dans d'autres pays (même en y apportant des perfectionnements), on risque de perdre beaucoup de temps à vouloir ainsi rattraper sur un « trop large front » le retard technique initial.

Il peut être préférable en effet de chercher à se situer le plus vite possible au niveau technique mondial le plus avancé dans quelques domaines bien choisis.

Pour cela, il est nécessaire de concentrer les disponibilités en chercheurs et en moyens de laboratoire sur quelques secteurs sélectionnés, dans le but d'y effectuer une percée technologique et de disposer ainsi, dans ces secteurs, d'une avance mondiale, ce qui est hautement favorable au développement de relations

économiques internationales avantageuses.

Bien entendu, l'ampleur du domaine où l'on cherchera à effectuer une percée technologique pourra être d'autant plus ample que le nombre des chercheurs déjà formés est plus grand. Ces remarques, on le voit, concernent non pas le mot d'ordre « compter sur ses propres forces », mais exclusivement l'extension qui peut lui être donnée.

Il est bien évident que la simple formulation « compter sur ses propres forces » ne résout pas — et ne prétend pas résoudre — les problèmes théoriques posés par la nécessaire division socialiste internationale du travail. Ce mot d'ordre est né d'une double contingence.

Une contingence de politique générale : surmonter les difficultés résultant de la suppression de l'aide soviétique ; une contingence d'économie : assurer au mieux la mobilisation de toutes les potentialités humaines et matérielles. Dans cette mesure il se révèle un mot d'ordre fondamentalement juste qui a, sans aucun doute, une valeur générale pour tous les pays non encore industrialisés.

Il a été, en Chine, la source de nombreux succès ; à l'intérieur même des usines (où il a signifié la renonciation maximum à l'aide financière de l'Etat pour réaliser des progrès techniques) il a eu une portée extraordinaire pour stimuler l'esprit d'invention des travailleurs ; nombre d'usines chinoises, et aussi de communes populaires, en portent témoignage.

C'est d'ailleurs, au-delà des objectifs matériels, une formule à laquelle il est donné une valeur éducative et idéologique

profonde, ce qui constitue, comme toujours en Chine, un des éléments essentiels de la période actuelle.

5. - LE RÔLE DE L'ÉDUCATION POLITIQUE, DE L'IDÉOLOGIE ET DE L'ORGANISATION.

D'une façon générale un des traits les plus frappants de la construction du socialisme en Chine est la pénétration profonde des mots d'ordre dans les masses, l'assimilation par elles de ces mots d'ordre et la traduction de ceux-ci en une pratique quotidienne, tant à la ville qu'à la campagne.

Ceci, on peut le constater en visitant les usines et les communes populaires. Ici, encore une fois, on constate que lorsque les idées s'emparent des masses, elles deviennent en quelque sorte des forces matérielles.

Le passage du mot d'ordre au niveau de la pratique quotidienne est assuré en Chine par un effort constant d'éducation politique, de formation idéologique et d'organisation.

C'est à travers ces trois sortes d'activité sociale que la conscience révolutionnaire contribue à l'élévation des forces productives.

S'il peut en être ainsi, c'est, évidemment, que les masses ne sont pas mues principalement par l' « intérêt matériel », mais aussi, et surtout, par un idéal ; c'est ce qu'oublie facilement ceux qui n'ont vu dans le matérialisme économique qu'une conception étroitement « matérialiste », c'est-à-dire finalement mécaniste.

La formation idéologique et l'éducation politique, qui permettent aux mots d'ordre de se transformer en une force vive sur une large échelle sociale, ne se développent durablement que grâce au support de l'organisation (organisation du Parti et organisation de masses).

Mais ce support n'est lui-même efficace que si l'organisation est correctement structurée et animée, et si elle jouit de la confiance des masses. Cette confiance ne peut être acquise que dans les circonstances historiques données, celles où l'organisation a pu démontrer clairement sa capacité ; elle ne peut être conservée que par une étroite liaison avec les masses, par un effort incessant en vue de faire participer celles-ci à la compréhension des événements, des mots d'ordre et des décisions.

Faute de cette participation, l'organisation devient un organe de « commandement » et les masses se rétractent, c'est-à-dire ne suivent plus qu'avec réticence ou même avec mauvaise volonté les mots d'ordre venus d'en haut.

Le rôle de l'organisation, de l'explication et, finalement, des idées est donc décisif pour assurer le succès d'un style de travail et de direction comme celui qui caractérise le style de travail en Chine.

D'où, précisément, la place si large faite dans ce pays aux campagnes d'explication, ainsi que l'effort constant de formation idéologique, effort auquel sont appelés à concourir aussi tous ceux qui sont susceptibles d'exercer une influence sur les masses : écrivains, auteurs dramatiques et d'opéras, producteurs de films, etc. Il est donc juste de dire que, dans une

large mesure, les succès remportés dans l'édification du socialisme en Chine sont le résultat, d'une part, de la pénétration profonde dans les masses des idéaux du socialisme et, d'autre part, d'attitudes conformes à ces idéaux. Par des voies multiples, des jugements de valeur et des « modèles » de comportement, jugés conformes aux exigences de l'édification du socialisme, sont constamment présentés aux masses.

Cependant, cette action idéologique persévérante, cette éducation politique profonde et, si nécessaire, le recours à l'égard de tel ou tel à la « rééducation » ou à la « remise au moule » ne manquent pas de soulever un grand nombre de questions.

Ces dernières se réfèrent, fondamentalement, aux rapports de la direction politique et des masses.

En effet, dans la mesure où la formation idéologique, les mots d'ordre, les principes d'organisation, etc., émanent d'une direction politique respectée et qui sait expliquer et persuader, le risque existe, à la longue, que le courant des idées, des jugements, des appréciations soit principalement un courant allant de haut en bas, c'est-à-dire de la direction politique vers les masses, et non aussi l'inverse.

C'est précisément pour parer à ce risque qu'il est demandé aux cadres politiques chinois d'être présents « dans les masses ».

Cette présence est requise en vue clé s'assurer d'une connaissance approfondie des sentiments, des jugements et des opinions des masses, ce qui doit permettre à la direction politique de tenir compte de ces sentiments, jugements et

opinions dans la formulation de ses propres appréciations et de ses mots d'ordre, et donc, si nécessaire, de rectifier ceux qui, à un moment donné, auraient pu être erronés ou excessifs.

Ce dialogue (organisé c'est-à-dire passant par le canal des organisations) entre les masses et la direction politique est, semble-t-il, la base et la condition nécessaire de toute démocratie socialiste véritable.

Encore faut-il que soient constamment préservées des conditions propices au développement d'un véritable dialogue.

S'il n'en est pas ainsi, si pour une raison ou pour une autre (formes d'organisation trop rigides, trop grande sévérité à regard de ceux qui émettent des critiques ou même simplement à l'égard de ceux qui émettent des réserves ou des doutes) la formulation de points de vue distincts de ceux de la direction politique est freinée, si de tels points de vue ne peuvent plus s'exprimer ou même ne peuvent plus prendre corps, il ne s'établit plus alors de dialogue véritable et la direction politique, même subjectivement désireuse d'être attentive à ce que pensent les masses, n'entend plus, venant de celles-ci, que l'écho de ses propres paroles.

Lorsque les choses vont dans ce sens — et elles y vont facilement si l'on n'y prend pas garde, d'autant plus facilement que les masses ont confiance dans la direction et que celle-ci n'est pas tolérante à l'égard des voix discordantes — les garanties que la démocratie socialiste apporte contre les erreurs et les exagérations tendent à disparaître.

Lorsqu'une telle évolution s'amorce, c'est seulement quand se

manifestent déjà de façon visible les conséquences d'erreurs ou d'exagérations que celles-ci peuvent être rectifiées.

Le dépérissement des conditions concrètes de fonctionnement de la démocratie socialiste, lorsqu'il se produit durant une période d'une certaine longueur, comme cela a eu lieu en U.R.S.S., comporte des dangers particulièrement grands.

Il a pour conséquence le dépérissement de l'esprit critique (qui est l'essence même de la pensée marxiste), ainsi que la tendance à la constitution d'une vision schématique des problèmes et à la formulation de jugements stéréotypés.

Le risque d'un tel dépérissement peut être d'autant plus réel que, dans un premier temps, les mots d'ordre et les modèles de comportement proposés par la direction politique et adoptés par les masses correspondent mieux aux exigences du développement et qu'il en est ainsi pendant une période relativement longue.

Dans de telles circonstances, si l'on ne prépare pas suffisamment l'avenir en favorisant le développement de l'esprit critique, la société risque d'être progressivement coulée dans un moule d'idées, de mots d'ordre, de formes d'organisation, de jugements, etc., qui correspondent bien aux exigences d'une époque donnée mais qui, à partir d'un certain moment, ne correspondent plus aux exigences d'une époque nouvelle.

L'alternative est, alors, soit la stagnation, soit la crise idéologique, que l'on est d'autant moins bien préparé à surmonter que Ton a laissé dépérir l'esprit critique dans la

phase antérieure.

De tels risques ne peuvent être évités, semble-t-il, que si l'on maintient constamment vivante la conscience du caractère historique, donc temporaire, des exigences de chaque période et si l'on ne se refuse pas à soumettre constamment les idées, les jugements de valeurs, les mots d'ordre, les formes d'organisation à un esprit critique qui en fait ressortir les faiblesses éventuelles, les limitations et, surtout, le caractère toujours transitoire.

C'est, finalement, à la capacité de maintenir vivant cet esprit critique que se mesure, à la longue, le succès d'une démocratie révolutionnaire et, en définitive, la fidélité au marxisme.

Bien entendu, les conditions concrètes du maintien de l'esprit critique varient selon les circonstances dans lesquelles on se trouve à un moment donné et selon les traditions historiques de chaque société ; on peut d'ailleurs se demander s'il n'est pas des circonstances où ce maintien serait même impossible pendant une certaine période.

Les remarques qui précèdent nous ont éloignés, dans une certaine mesure, de l'analyse des traits spécifiques de la construction du socialisme en Chine ; mais dans une certaine mesure seulement, car elles nous ont conduits à mettre en lumière certains des risques inhérents au style de la construction du socialisme dans ce pays.

Ce style est, pourtant, on peut le penser, celui qui convient à la situation de la Chine. Mentionner les risques que ce style de construction du socialisme comporte ne peut avoir d'autre

utilité que d'aider à réfléchir sur les conditions dans lesquelles il devrait être possible de réduire ces risques au minimum.